

REUNION du 1^o OCTOBRE 1958

---=---

15 camarades assistent à cette réunion.

Différentes questions pratiques sont d'abord réglées : envoi d'une lettre et de textes à certains camarades en province ou à l'étranger - domicilia-
tion - procès-verbaux - trésorerie -

---=---

I Des camarades, qui ont assisté à la réunion de Samedi des " majoritaires " font un bref compte rendu de la discussion. Le débat sur l'organisation n'a donné lieu à aucune conclusion et aucun projet de statut n'a été adopté. Trois cellules ont été formées qui semblent fonctionner sous le statut provisoire de Juin. Le projet de journal est abandonné pour des raisons de sécurité.

Des contacts seront pris pour essayer de fixer comment pourront être publiés dans la revue, les textes établis par la " minorité " dans les discussions sur l'organisation ainsi que pour fixer les conditions d'une éventuelle collaboration à la revue.

II Tâches du Groupe

Lors de la réunion de dimanche dernier, il avait été envisagé les tâches suivantes pour le groupe :

fait
- d'ici un mois, envoi d'une lettre aux camarades ou groupes proches de nos positions, précisant de quelle manière nous envisageons notre travail; à cette lettre serait joint un premier texte d'analyse d'un point d'actualité, sorte d'échantillon du travail que nous envisageons de faire régulièrement.

- Dans un délai d'environ trois mois, rédaction d'un document sorte de mise au point des idées et des méthodes de notre groupe.

- Enquêtes : l'une sur les rapports de production avait fait l'objet d'un travail de trois camarades et les textes déjà établis seront mis en circulation dans le groupe; l'autre, sur la bureaucratie fera l'objet d'un projet ultérieur et devra être menée avec la participation de l'ensemble du groupe.

- appareil d'information et de documentation : le but devrait être d'établir un échange constant d'information et de documentation sur tous les sujets pouvant intéresser le groupe; plusieurs camarades indiquent les questions dont ils pourront s'occuper plus particulièrement, étant entendu que lors de chaque réunion les informations qui auront pu être recueillies par chacun seront communiquées et pourront éventuellement faire l'objet d'une discussion.

- analyse des questions d'actualité: le prochain texte pourrait traiter du fonds de salaires garanti, question qui se relie à la menace de récession économique; il est toutefois souhaitable d'attendre au moins une semaine pour en décider définitivement.

III Discussion sur la situation en FRANCE.

Une camarade donne des informations sur la grève des techniciens du CNRS grève déclenchée uniquement sur une question de salaires.

Un camarade donne des informations sur l'attitude du CNPF vis à vis de DE GAULLE: VILLIERS Président du CNPF avait promis de financer le référendum sans consulter les Fédérations patronales; celles-ci réunies en Assemblée ont donné un désaccord formel à leur président (le patronat semble pratiquer vis à vis de DE GAULLE un certain opportunisme comme s'il ne se souciait pas exactement de ses propres intérêts).

Cette attitude d'une partie du patronat français qui avant tout veut " l'ordre " est en opposition avec celle des grands technocrates (genre DREYFUS) qui au contraire voit dans le gouvernement DE GAULLE l'occasion de réaliser des réformes économiques profondes et des structures administratives pour avantager la grosse industrie.

Vis à vis de la guerre d'ALGERIE, le patronat Français semble pratiquer un certain attentisme puisque cette guerre n'a pas réduit l'expansion économique et qu'elle favorise certains secteurs (textiles, armement).

Il semble qu'une partie du patronat craigne les conséquences de la politique sociale de DE GAULLE qui pourrait donner dans le cadre de " l'association CAPITAL-TRAVAIL " certains droits de regard sur la comptabilité et les investissements aux Comités d'entreprise; elle redoute également la prééminence qui serait accordée aux technocrates dans le gouvernement ce qui rendrait plus difficile l'action des groupes industriels telle qu'elle pouvait être pratiquée sous le régime parlementaire.

Ce courant technocratique (appuyé sur les très grandes entreprises et sur certaines banques d'affaires) intégré dans la technocratie d'état et la technocratie européenne pourrait soutenir le gouvernement de DE GAULLE; de même un courant technocratique indépendant (équipe SAUVY) apporte également son soutien car il trouve la possibilité de certaines réalisations pratiques même s'il est en désaccord sur des questions de doctrines.

Sur l'interprétation du résultat du référendum, les avis sont assez partagés de même que sur le caractère des mesures qui pourront être prises ultérieurement et qui marqueront l'évolution du régime.

Plusieurs interprétations sont données sur le sens des événements actuels:

- pour un camarade il n'y a que deux modes de domination dans les pays industriels avancés : soit la démocratie, soit le fascisme; les facteurs qui se développent en FRANCE actuellement ne peuvent tendre qu'au fascisme

- la majorité des camarades estime au contraire qu'on se trouve dans une situation de bonapartisme, d'un régime policier, mais qu'on ne peut parler de fascisme. La position ci-dessus est trop schématique et ne se réfère pas à la réalité.

En FRANCE le mode de production est en retard sur celui des autres pays industriels; dans le passé il y avait un certain équilibre entre les partis exprimant les différentes couches sociales, mais le développement de la production moderne a transformé cet équilibre; l'économie française exige de nouvelles formes politiques correspondant à l'évolution économique; c'est ce que tend à faire ressortir les informations données au début de la discussion sur les contradictions au sein du patronat français; la guerre d'ALGERIE peut apparaître aussi comme une conséquence de ce déséquilibre, en même temps qu'elle a été un facteur d'accélération de la transformation nécessaire des structures.

L'équilibre qui existait en France entre les couches diverses de la bourgeoisie française et les autres couches de la société avait pour conséquence un équilibre sur le plan politique. Sous la quatrième république, cette balance des forces sociales et politiques causait une impuissance permanente du gouvernement, des politiciens et des " hommes du système". Cet équilibre se trouve détruit du moment où l'industrialisation s'est développée d'où la crise présente.